

Pour mettre fin au sida, il faut protéger les droits de chacun

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida (1er décembre), l'ONUSIDA souligne que le respect des droits de l'homme de toutes les personnes vivant avec le VIH ou exposées au risque d'infection est essentiel pour mettre fin au sida d'ici à 2030.



LES INÉGALITÉS

entravent les progrès

dans

la lutte contre le VIH

Le monde a fait d'énormes progrès pour réduire l'impact du VIH au cours des 15 dernières années.

Au niveau mondial, 30,7 millions de personnes – soit 77 % des personnes vivant avec le VIH – seront sous traitement en 2023, contre seulement 7,7 millions en 2010. Cette évolution s'est traduite par une baisse spectaculaire du nombre de décès liés au sida, qui a diminué de 51 % au cours de la même période.

Au Bénin, un total de 58505 personnes, soit 86 % des personnes vivant avec le VIH, étaient sous traitement en 2023. Cela a entraîné une baisse spectaculaire de 51% des décès liés au sida depuis 2010.

Cependant, malgré la mise au point d'une série de traitements et d'outils de prévention efficaces, le monde n'est toujours pas en mesure de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé mondiale d'ici à 2030. Les progrès sont trop lents. En effet, dans au moins 28 pays, les nouvelles infections par le VIH sont en augmentation.

SUIVONS LE CHEMIN DES

DROITS



Comment protéger les progrès déjà réalisés dans la lutte contre le VIH et continuer à progresser vers cet objectif vital de 2030 ?

Un nouveau rapport de l'ONUSIDA publié avant la Journée mondiale du sida, intitulé « ***Take the Rights Path*** » (***Suivons le chemin des droits***), montre que le respect des droits est la voie à suivre pour une riposte au VIH qui soit solide et durable.

Le monde peut mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique si les droits de l'homme de toutes les personnes vivant avec le VIH ou exposées au risque d'infection

sont protégés.

Le respect des droits des femmes et des jeunes filles est essentiel pour mettre fin à la pandémie de sida. La violence fondée sur le sexe accroît la vulnérabilité au VIH.

Au Bénin, selon les dernières études, la majorité des actes de violences a été dirigée contre les femmes ou filles. Ainsi 60% des femmes de 15 ans ou plus et 45% des filles ont déclaré avoir été victimes de violences basées sur le genre, notamment les violences psychologiques ou morales, les violences physiques, les violences économiques, les violences patrimoniales ou culturelles, les violences sexuelles, le harcèlement, les enlèvements et séquestrations, le lévirat et l'inceste.^[1]

Le refus de l'éducation et de l'information met les gens en danger. Il est urgent d'investir dans l'éducation des filles et d'offrir une éducation sexuelle complète – un élément essentiel de la prévention du VIH.

Les obstacles à la santé doivent être levés. Par exemple, plus de la moitié des pays ont des lois qui empêchent les jeunes de se faire dépister pour connaître leur statut sérologique, à moins qu'ils n'obtiennent l'autorisation de leurs parents, ce qui fait fuir les jeunes et conduit beaucoup d'entre eux à ne pas savoir s'ils vivent avec le VIH.

Bien que de nombreux pays aient réalisé des progrès considérables pour réduire l'impact du VIH sur les enfants, l'engagement de protéger tous les enfants vivant avec le VIH et affectés par le virus n'est pas respecté. Un enfant sur trois ne bénéficie pas d'un test de dépistage du VIH au cours des deux premiers mois de sa vie, la fourniture d'une thérapie antirétrovirale à vie aux femmes enceintes et allaitantes vivant avec le VIH n'a pas augmenté au cours de la dernière décennie et la couverture du traitement du VIH est nettement plus faible pour les enfants (57 %) que pour les adultes (77

%).

Au Bénin, si l'on constate de bons progrès chez les adultes, la situation chez les enfants reste toujours aussi critique. Seuls 36% des enfants en 2023 ont accès à un traitement antirétroviral (contre 92% chez les adultes).

La criminalisation et la marginalisation de groupes de personnes, tels que les homosexuels, les transsexuels, les travailleurs du sexe et les toxicomanes, sapent également les efforts déployés pour mettre fin au sida. L'adoption d'une législation encore plus sévère à l'encontre de ces groupes dans de nombreux pays augmente les niveaux de stigmatisation et de discrimination et éloigne les gens des services de traitement et de prévention du VIH.

La réaction hostile aux droits qui menace de réduire à néant une grande partie des progrès accomplis dans la lutte mondiale contre le sida doit être combattue de front. Pour protéger la santé de chacun, nous devons protéger les droits de tous.

Il y a de l'espoir.

Dans le monde entier, un certain nombre de lois qui entravaient la fourniture de services de santé publique à des groupes de personnes vulnérables ont été supprimées. On observe également une nette tendance à la suppression des lois contre-productives qui criminalisent l'exposition au VIH, la non-divulgateion ou la transmission du virus.

Depuis quelques années, le Bénin a engagé le processus de révision de sa loi sur le VIH pour alléger les dispositions pénales au regard des avancées enregistrées en matière prévention et de prise en charge de l'infection. Cette loi en cours d'adoption protégera mieux les personnes vivant avec le VIH et celles exposées au risque d'infection à VIH et leur favorisera un meilleur accès aux soins.

[Le nouveau rapport de l'ONUSIDA fournit une feuille de route](#)

[claire : Pour mettre fin au sida, il faut suivre la voie des droits.](#)

ONUSIDA Bénin

VIH pédiatrique en Afrique de l'Ouest et du Centre, une priorité absolue pour les droits des enfants

Le VIH pédiatrique demeure une crise silencieuse en Afrique de l'Ouest et du Centre. En 2023, moins de 35 % des enfants vivant avec le VIH dans cette région ont eu accès à un traitement. Ce chiffre alarmant, bien en-deçà de celui des adultes, révèle non seulement un problème de santé publique mais aussi une injustice flagrante en matière de droits de l'enfant. Pour ces enfants, le droit fondamental à la santé reste inaccessible, exposant des millions de jeunes vies aux conséquences dévastatrices d'une maladie pourtant gérable.



Berthilde GAHONGAYIRE, Directrice du Bureau Régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

L'importance d'une approche centrée sur les enfants

Les enfants vivant avec le VIH sont confrontés à des défis uniques : un besoin de soins spécifiques, de médicaments adaptés et de suivis médicaux continus. Pourtant, le traitement pédiatrique reste rare, difficile d'accès et, dans bien des cas, indisponible. Dans un contexte où la stigmatisation et le manque de ressources viennent amplifier les obstacles, il est de notre responsabilité collective de mettre en place une stratégie de lutte contre le VIH pédiatrique priorisant les besoins de ces jeunes patients.

Un enjeu de droits humains

Priver un enfant du traitement nécessaire, c'est porter atteinte à ses droits fondamentaux. La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant affirme le droit de chaque enfant à la santé. Or, en Afrique de l'Ouest et du Centre, des milliers d'enfants sont privés de ce droit, faute de financement et de services de santé adaptés.

Chaque enfant a droit à un départ équitable dans la vie, et garantir cet accès aux soins contre le VIH, c'est lui permettre d'envisager un avenir en bonne santé. Les défis de la prévention et du dépistage Un autre enjeu critique est le dépistage précoce. Bien que les outils de prévention de la transmission mère-enfant soient disponibles, leur accès reste limité. Trop souvent, les femmes enceintes ne sont pas dépistées, et les enfants naissent sans savoir s'ils sont porteurs du virus. Cette réalité souligne le besoin de renforcer les programmes de santé prénatale et de sensibilisation, afin d'assurer un dépistage systématique et une prise en charge dès les premiers jours de vie.

Renforcer les systèmes de santé pour des soins pédiatriques équitables

Assurer un avenir sans VIH pour les enfants nécessite des engagements fermes de la part des gouvernements, des bailleurs

de fonds et des partenaires. Cela implique de soutenir les systèmes de santé, de former des professionnels spécialisés dans les soins pédiatriques, et de garantir l'approvisionnement en médicaments adaptés. En outre, il est crucial d'impliquer les communautés et les familles dans les campagnes de sensibilisation, pour lutter contre la stigmatisation et encourager un environnement où chaque enfant peut bénéficier du soutien dont il a besoin.

Un appel à l'action pour les droits des enfants

Il est temps que la communauté internationale et les gouvernements locaux reconnaissent le VIH pédiatrique comme une urgence humanitaire et une priorité pour les droits de l'enfant. Les enfants n'ont pas choisi de vivre avec le VIH, mais nous avons le pouvoir de leur offrir les soins et le soutien qu'ils méritent. Chaque jour sans action est un jour de souffrance pour ces jeunes. Nous devons donc nous mobiliser, accroître les ressources et les efforts pour garantir que chaque enfant en Afrique de l'Ouest et du Centre puisse accéder à un traitement de qualité et vivre une vie pleine et épanouie. L'avenir des enfants vivant avec le VIH dépend de nos actions aujourd'hui. Assurons-nous de respecter leur droit à la santé et à un avenir en bonne santé.

Op-Ed de Berthilde GAHONGAYIRE, Directrice du Bureau Régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Lutte contre le VIH/SIDA : Winnie Byanyima, Directrice

Exécutive de l'ONUSIDA, en visite officielle au Bénin

Winnie Byanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA et Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, est en visite officielle au Bénin du 9 au 13 septembre 2024. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Expertise France pour renforcer la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre.



Durant son séjour, Mme Byanyima rencontrera le Chef de l'État, des représentants gouvernementaux, ainsi que des acteurs de la société civile pour évaluer les progrès du projet financé à hauteur de 1,92 million d'euros. Un projet qui vise à améliorer l'accès aux traitements et à renforcer la prévention du VIH dans six pays de la région, dont le Bénin.

Cette visite témoigne de l'engagement continu de l'ONUSIDA à soutenir les initiatives locales pour atteindre l'objectif de mettre fin à l'épidémie de VIH/SIDA d'ici 2030.

Rappelons qu'en plus des problématiques touchées par le projet avec Expertise France, les priorités de l'ONUSIDA dans la sous-région et particulièrement au Bénin, restent : le VIH pédiatrique, Education +, et le dépistage des hommes. Ces rencontres permettront d'évaluer les avancées sur le terrain et d'identifier les défis restants.

Megan Valère SOSSOU

VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord : Une course contre la montre pour atteindre les objectifs de 2025

Avec seulement 9 % de la population mondiale (748 millions de personnes), l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord porte un fardeau disproportionné dans la lutte contre le VIH/SIDA. Selon le nouveau rapport mondial sur le SIDA publié le 23 Juillet dernier, en 2023, cette région a enregistré des statistiques alarmantes:

- 13 % de toutes les personnes vivant avec le VIH (5,2 millions)*
- 15 % de toutes les nouvelles infections à VIH*
- 20 % de tous les décès dus au sida (130 000)*



La région est loin de réaliser les objectifs fixés pour 2025 en matière de nouvelles infections et de décès liés au sida. En 2023, on comptait 196 000 nouvelles infections à VIH et 130 000 décès dus au sida, portant le nombre total de personnes vivant avec le VIH à 5,2 millions. Comparé à 2010, la tendance montre une augmentation des infections dans certaines parties du monde, notamment en Europe de l'Est, en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Amérique latine. Cependant, des baisses significatives ont été observées en Asie-Pacifique, en Europe occidentale et centrale, en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne.

Disparités régionales et préoccupations

Bien que les nouvelles infections à VIH diminuent globalement en Afrique subsaharienne, cette baisse n'est pas uniforme. La diminution de l'utilisation des préservatifs chez les adolescents et les jeunes adultes, particulièrement dans les pays à forte prévalence du VIH, est préoccupante. Les messages de prévention ne semblent pas avoir l'impact escompté sur

cette tranche d'âge, malgré l'importance des préservatifs pour prévenir le VIH, les infections sexuellement transmissibles (IST) et les grossesses non désirées.

Des efforts insuffisants

Pour combler les lacunes dans la cascade de soins, un traitement plus précoce et une meilleure rétention sont nécessaires. Actuellement, seulement 48 % des enfants vivant avec le VIH ont une charge virale supprimée. Le concept « Indétectable = Intransmissible » (U=U) n'est pas suffisamment compris par les décideurs politiques, les professionnels de santé et les personnes vivant avec le VIH, bien qu'il soit une avancée majeure dans la lutte contre le virus.

Les nouvelles infections par le VIH chez les enfants restent une problématique majeure. L'Afrique occidentale et centrale représente plus de 41 % des nouvelles infections verticales, tandis que l'Afrique orientale et australe en compte environ 43 %. Les programmes de prévention doivent s'assurer que les femmes reçoivent un traitement pendant la grossesse et l'allaitement.

Lutte contre la stigmatisation et la discrimination

Les progrès en matière de discrimination sont lents. Seuls trois pays (Eswatini, Rwanda et Argentine) sont proches de l'objectif concernant les attitudes discriminatoires envers les personnes vivant avec le VIH. Les obstacles aux soins, tels que la stigmatisation et la discrimination, doivent être levés pour améliorer l'accès aux services de santé. Environ 13 % des personnes vivant avec le VIH ont signalé des discriminations en cherchant des soins liés au VIH, et 25 % ont vécu des expériences similaires pour d'autres soins de santé. Un tiers des personnes confrontées à la stigmatisation ont interrompu ou arrêté leur traitement.

Besoins non satisfaits en contraception et ressources

financières

Les besoins en contraception moderne restent élevés, surtout en Afrique subsaharienne, où près de 47 % des femmes adultes et 53 % des adolescentes (15-19 ans) n'ont pas accès à des méthodes modernes. Les financements pour la prévention du VIH et les programmes de soutien sont insuffisants. En 2023, entre 1,8 et 2,4 milliards USD étaient disponibles pour les programmes de prévention primaire, alors que 9,5 milliards seront nécessaires en 2025. Les dépenses pour les interventions en faveur des populations clés restent faibles, représentant en moyenne seulement 2,6 % des dépenses totales en matière de VIH.

Les dirigeants et les décideurs politiques doivent agir urgemment pour garantir l'accès aux services de traitement et de prévention. Respecter les droits de l'homme, abolir les lois injustes et lutter contre la discrimination sont essentiels pour une réponse efficace au VIH. Les financements doivent être augmentés pour atteindre les objectifs de 2025 et assurer une réponse durable au VIH, intégrée aux services sociaux et de santé, avec les communautés et les droits au centre.

La lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord est à un tournant critique. Les efforts doivent être intensifiés pour combler les lacunes existantes, améliorer les programmes de prévention et de traitement, et assurer une réponse équitable et durable. Les investissements aujourd'hui détermineront l'atteinte des objectifs de 2025 et la viabilité des décennies futures.

Megan Valère SOSSOU

Prévention du VIH : la lutte efficace contre le SIDA

Le VIH, le virus à l'origine du sida, continue de représenter l'un des défis majeurs en matière de santé publique à l'échelle mondiale. Alors que la recherche sur le traitement et la guérison progresse, la prévention reste la meilleure arme pour lutter contre sa propagation. Voici un aperçu des principales méthodes de prévention du VIH.



Sidaction
ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

Le Traitement Préventif Antirétroviral (TPrAR) implique la prise quotidienne d'antirétroviraux avant l'exposition au VIH pour réduire le risque d'infection. Elle s'est avérée hautement efficace chez les personnes exposées à un risque élevé de VIH.

L'échange de Seringues, cette approche encourage la réduction des comportements à haut risque tout en offrant des ressources et des outils pour minimiser les risques de transmission du VIH, tels que l'échange de seringues pour les usagers de drogues injectables.

Bien que ces méthodes de prévention soient efficaces, des défis persistent. L'accès à ces services reste limité dans de nombreuses régions du monde en raison de contraintes financières, de la stigmatisation et de la discrimination. De plus, l'éducation et la sensibilisation sont essentielles pour encourager l'adoption de pratiques plus sûres et pour combattre les idées fausses et la discrimination liées au VIH.

Dans la lutte contre le VIH, la prévention reste un pilier essentiel pour réduire la propagation de ce virus dévastateur. Explorer les différentes méthodes de prévention disponibles, leurs avantages, leurs défis et leur impact est crucial pour promouvoir une santé globale et un avenir sans sida.

Maryse HOUNSOU

Le REMAPSEN s'imprègne de l'état du VIH pédiatrique au Bénin et en Afrique francophone

Le VIH chez l'enfant polarise moins l'attention. Pourtant la négligence de cet aspect de la maladie pourrait mettre à mal les efforts fournis dans la lutte contre le VIH SIDA de manière générale. Le REMAPSEN Bénin (Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement) a initié une mini conférence sur le sujet ce jeudi 29 décembre 2022 à cotonou avec des spécialistes du Réseau Enfants et VIH en Afrique (EVA)



La mini conférence a été animée par le directeur exécutif du Réseau Enfants et VIH en Afrique (EVA) Dr Gères AHOGNON et le point focal au Bénin le Prof Léhila BAGNAN TOSSA. Selon les estimations du spectrum 2021, sur les 69 000 personnes infectées par le VIH au Bénin, 6 400 sont des enfants. 51 % des enfants infectés sont de sexe féminin. Ce sont là, des chiffres communiqués au cours de la rencontre. Les deux conférenciers ont dressé l'état des lieux du VIH pédiatrique en Afrique de l'ouest et du centre. L'efficacité de la lutte contre le VIH pédiatrique dépend de la prise en charge des mères séropositives. « Dans la plupart de nos pays, la femme enceinte, surtout au cours du dernier trimestre, soit on ne la trouve plus, soit le suivi au cours du dernier trimestre n'est pas correct » explique Dr AHOGNON. Pour Dr Gères AHOGNON, une femme enceinte qui est bien suivie et qui prend correctement ses médicaments, a 90 % de chance d'avoir un enfant séronégatif, si son accouchement se passe dans les conditions optimales. La lutte contre le VIH pédiatrique souffre de sous financement et d'un manque d'acteurs impliqués.

Ces dernières années, le nombre de femmes séropositives prises

en charge tend à diminuer déplore Dr Gérès Ahognon . D'où la nécessité de renforcer les programmes PTME (prévention de la transmission mère-enfant). Plus il y aura des femmes sous traitement, moins il y aura d'enfants infectés souligne t-il. Parmi les objectifs dans cette lutte, c'est d'atteindre 95% d'enfants dépistés, 95% sous traitement et 95% avec une charge virale indétectable. Dans la région Afrique francophone, seulement 35 % des enfants connaissent leur statut, 35% sous traitement et seulement 27% ont une charge virale indétectable.

Le VIH pédiatrique au Bénin

90% des enfants séropositifs ont été contaminés par leurs mères. Le Professeur Léhila BAGNAN précise qu'au second semestre 2021, la transmission de la mère à l'enfant (transmission verticale) est de 1,8 %. Les chiffres se sont améliorés depuis 2019.

Quid des trois 95 au Bénin ?

Dans le pays, 42 % des enfants sont dépistés, 96% sous traitement et 70% ont une charge virale indétectable. « Ce qui veut dire qu'au niveau du suivi, il y a un problème » note le médecin.

Pour mener à bien cette lutte, elle propose le dépistage systématique de tous les enfants qui viennent à la consultation et à la vaccination.

Par ailleurs, les enfants ont généralement du mal à prendre leurs médicaments. C'est aussi un frein au traitement. La période de l'adolescence n'est souvent pas favorable au traitement.

Dr BAGNAN pense que les prochains défis résident dans le renforcement du personnel et la disponibilité des intrants (Test de dépistage).

La prise en charge pédiatrique au Bénin est une réalité mais il y a une stagnation de la file active a conclu Dr BAGNAN TOSSA. Selon le Professeur, même si la plupart des indicateurs sont au vert, il faut une synergie d'actions entre les acteurs pour obtenir de meilleurs résultats.

Rappelons que le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) est un virus qui attaque le système immunitaire, rendant les personnes infectées plus vulnérables aux infections et aux maladies. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 3,5 millions d'enfants de moins de 15 ans vivent avec le VIH dans le monde, dont environ 90 % se trouvent en Afrique subsaharienne.

Megan Valère SOSSOU